



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## dette publique

Question écrite n° 66925

### Texte de la question

M. Élie Aboud attire l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur le déficit public prévu à 4,4 % du PIB cette année, après 4,2 % en 2013 et 4,3 % en 2015 ! Manifestement, la réduction de celui-ci tarde à se réaliser. Le problème est la nécessité d'emprunter pour le financer. Ainsi, nos efforts budgétaires et les impôts de toutes sortes de nos concitoyens servent à alimenter une sorte de puits sans fond. Au lieu de faire des économies dans notre budget, par la réduction drastique des dépenses inutiles, le Gouvernement préfère continuer à vivre au-dessus de ses moyens, au risque d'assister béat à la remontée des taux d'intérêt ; cela accentuera la détérioration de nos finances. Si nous ne réagissons pas maintenant, il sera trop tard demain. Il faudra alors couper les dépenses, sous l'effet de l'urgence, c'est-à-dire dans les plus mauvaises conditions. Rien ne sert d'invoquer l'héritage, la réalité d'aujourd'hui est bien celle d'une aggravation. Mécaniquement, celle-ci s'accélère, sur les financements pèsent de nouvelles menaces. La Grèce, par exemple, en a fait la douloureuse expérience. Avant qu'il ne soit définitivement, trop tard, il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions en la matière.

### Données clés

**Auteur :** [M. Élie Aboud](#)

**Circonscription :** Hérault (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 66925

**Rubrique :** Finances publiques

**Ministère interrogé :** Finances et comptes publics

**Ministère attributaire :** Économie

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [21 octobre 2014](#), page 8735

**Question retirée le :** 20 juin 2017 (Fin de mandat)